

15 janvier 2018



## L'Alliance coréenne pour une réunification indépendante et la démocratie

### Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

1. Contexte général .....	3
2. Sécurité nationale et liberté d'expression .....	5
2.1. Loi sur la sécurité nationale et répression des voix dissidentes .....	5
2.2. Ingérence de l'Agence de renseignement national dans la politique intérieure .....	6
2.3. La répression du Parti progressiste unifié (PPU) .....	7
3. L'Alliance coréenne pour une réunification indépendante et la démocratie .....	8
3.1. Une formation politique d'extrême-gauche proche du PPU .....	8
3.2. L'Alliance coréenne dans le viseur des autorités .....	10
3.3. Les militants de l'Alliance coréenne victimes de répression .....	11
Bibliographie .....	14

### Résumé :

L'Alliance coréenne pour une réunification indépendante et la démocratie, également désignée par « l'Alliance coréenne », et en anglais par *Corean Alliance for Independent Reunification and Democracy* (CAIRD), est une formation politique souvent qualifiée d'extrême-gauche, proche des positions du Parti progressiste unifié (PPU), un parti dissous le 19 décembre 2014 par la Cour constitutionnelle au motif qu'il violait la Loi sur la sécurité nationale en menant des activités pro-nord-coréennes. LEE Seok-ki, un député du PPU, a été condamné à neuf années d'emprisonnement. Plusieurs militants de l'Alliance coréenne, qui a aussi été dissoute, ont été arrêtés et certains parmi eux condamnés à des peines d'emprisonnement. Plus récemment, des militants de l'Alliance coréenne auraient rejoint le nouveau parti progressiste (*Minjung Party*), fondé le 15 octobre 2017.

### Abstract:

The Corean Alliance for Independent Reunification and Democracy (CAIRD), also known as the "Corean Alliance", is often described as a far-left political movement, close to the positions of the Unified Progressive Party (PPU), a party which was dissolved on 19 December 2014 by the Constitutional Court on the grounds that it violated the National Security Act by carrying out pro-North Korean activities. LEE Seok-ki, a PPU MP, was sentenced to nine years in prison. Several militants of the Corean Alliance, which was dissolved, were arrested and some of them sentenced to prison terms. More recently, activists from the Corean Alliance have reportedly joined the new Progressive Party (Minjung Party), founded on October 15, 2017.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Contexte général

En 1948, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte de guerre froide croissante opposant les Etats-Unis et l'ex-Union Soviétique, la péninsule coréenne a été scindée au niveau du 38<sup>e</sup> parallèle entre le Nord (République populaire démocratique de Corée), soutenu par l'URSS et la République populaire de Chine, et le Sud (République de Corée), soutenu par les Etats-Unis. De 1950 à 1953, la guerre qui a opposé les deux camps, troupes communistes sino-coréennes, d'une part, et troupes occidentales et coréennes sous mandat des Nations unies, d'autre part, s'est conclue par la signature d'un traité d'armistice et non par un traité de paix, ce qui signifie que, juridiquement, celle-ci n'est pas terminée<sup>1</sup>.

La République de Corée (ou Corée du Sud) a connu une succession de régimes militaires autoritaires avant l'instauration des premières élections présidentielles démocratiques en 1987<sup>2</sup>. De 2008 à 2017, le gouvernement a été dirigé par le parti conservateur initialement intitulé Grand parti national (GPN) (*Grand National Party*, GNP), puis rebaptisé en 2012 *Saenuri-dang*, Parti de la nouvelle frontière (*New Frontier Party*), avant de devenir en 2017 le Parti de la liberté de Corée (*Liberty Korea Party*, LKP)<sup>3</sup>. Nombre d'articles parus dans des revues, des médias ou des blogs en ligne<sup>4</sup> soulignent que la gouvernance conservatrice s'est caractérisée par une importante dérive autoritaire (repli de la liberté d'expression individuelle et de la presse, surveillance des journalistes, restrictions du droit à la liberté de réunion pacifique, emprisonnement de syndicalistes, d'artistes ou d'intellectuels).

Lors des élections parlementaires d'avril 2016, le parti conservateur a perdu sa majorité à l'assemblée au profit du parti démocrate *Minjoo*<sup>5</sup> avant d'être atteint par le scandale<sup>6</sup> pour corruption et abus de pouvoir qui a impliqué sa présidente, Mme **PARK Geun-hye** (présidente de la République de 2013 à 2017), fille du dictateur militaire **PARK Chung-hee** (chef de l'Etat de 1961 à 1979)<sup>7</sup>. A la suite de multiples manifestations de grande ampleur qui ont duré plusieurs mois, après que la Cour constitutionnelle a confirmé sa destitution le 10 mars 2017<sup>8</sup>, Mme **PARK Geun-hye** a été placée en détention provisoire<sup>9</sup> dans l'attente de son procès.

En raison de cette destitution, des élections présidentielles anticipées ont été organisées le 9 mai 2017. A l'issue du scrutin, **MOON Jae-in**, candidat du parti démocrate *Minjoo* (progressiste), a remporté les élections avec 41,1% des suffrages, loin devant **HONG Jun-pyo**, candidat du Parti de la liberté de Corée (conservateur), qui a obtenu 24% des

---

<sup>1</sup> Hérodote, s.d. ; *The New York Times*, 19/12/2014 ; *Europe 1*, 09/01/2018.

<sup>2</sup> Voir notamment : *Le Monde*, 18/05/2015 ; *Les influences*, 03/11/2013. Fondé en 2008, « Influences » se définit comme étant un site Web entièrement dédié à la vie des idées, des débats et de ce qui influence l'époque.

<sup>3</sup> *KBS World Radio* [Radio sud-coréenne], 14/02/2017 ; *Radio-télévision belge de la Fédération Wallonie-Bruxelles (RTBF)*, 03/11/2017 ; *Le Monde*, 31/03/2017.

<sup>4</sup> *Le Monde*, 18/05/2015 ; *Le Grand Soir*, 21/12/2014 ; *RFI*, 13/10/2016 ; *Asialyst* [Média de décryptage de l'information sur l'Asie], « Corée du Sud : la jeunesse veut destituer le confucianisme », 12/12/2016 ; Solidarité Corée [Blog du CILD], « Derrière le naufrage solitaire d'une Présidente autoritaire », 03/11/2016 ; QUISEFIT Laurent, « Autoritarismes civils et militaires en Corée du Sud: 1948-1979 », *Diacronie* [Online], N° 24, 4 | 2015, document 18, 29/12/2015.

<sup>5</sup> ONU, Assemblée générale, Conseil des droits de l'Homme, *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association sur sa mission en République de Corée*, 17/11/2016 ; Union interparlementaire, République de Corée, *Assemblée nationale : dernières élections*, s.d.

<sup>6</sup> *Le Monde*, 31/03/2017 ; *BBC*, 25/08/2017 ; *The New York Times*, 17/02/2014.

<sup>7</sup> *Le Monde*, 18/05/2015.

<sup>8</sup> *Le Monde*, 30/03/2017.

<sup>9</sup> *Le Monde*, 31/03/2017.

suffrages, et **AHN Cheol-soo**, candidat du Parti du peuple (centriste), qui a reçu 21,4 % des suffrages<sup>10</sup>.

Plusieurs médias français<sup>11</sup> s'accordent à présenter **MOON Jae-in**, le nouveau président de la République de Corée, comme étant un avocat défenseur des droits de l'Homme, fervent militant pour la démocratie sous la dictature et favorable au dialogue avec la Corée du Nord comme à une prise de distance avec l'allié américain. Sa position d'ouverture vis-à-vis du voisin nord-coréen pourrait, d'après un article publié en mai 2017 par le quotidien *Le Monde*, « amorcer un changement majeur de politique après dix ans de gouvernements conservateurs<sup>12</sup> ». En ce qui a trait aux relations intercoréennes, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a indiqué en octobre 2017 que : « Lors de sa campagne, le président **MOON Jae-in** s'était engagé à rechercher une double approche avec la Corée du Nord : dénucléarisation et dialogue lorsque les conditions seront réunies<sup>13</sup> ».

De fait, l'échiquier politique intérieur en Corée du Sud demeure fortement influencé par les positions politiques vis-à-vis de la Corée du Nord et des Etats-Unis. L'auteur d'un article publié le 22 avril 2017 par le **Comité international pour les libertés démocratiques en Corée du Sud (CILD)**<sup>14</sup>, un collectif de militants originaires de divers pays qui lutte notamment contre la répression en Corée du Sud, résume ainsi cette polarisation : « Traditionnellement, la question des relations intercoréennes et des rapports avec les Etats-Unis sont un marqueur important de la politique sud-coréenne, les progressistes (libéraux et sociaux-démocrates) étant favorables au dialogue [avec le] Nord et à une plus grande indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, tandis que les conservateurs prônent la fermeté vis-à-vis de la Corée du Nord et une alliance plus étroite avec Washington. Ces questions ont pris une place importante dans les premiers débats télévisés, dans un contexte de montée des tensions autour de la péninsule coréenne<sup>15</sup> ».

Pour autant, plusieurs observateurs<sup>16</sup> estiment que la victoire de **MOON Jae-in** est à mettre sur le compte de sa campagne présidentielle centrée non pas tant sur les thèmes liés à la Corée du Nord et à la sécurité que sur les problèmes économiques intérieurs qui préoccupent majoritairement ses concitoyens : aggravation des inégalités sociales, protection sociale insuffisante, précarisation du statut des travailleurs, contraction de la

---

<sup>10</sup> Encyclopædia Universalis, « 9 mai 2017 - Corée du Sud. Élection de Moon Jae-in à la présidence », [consulté le 08/12/2017] ; *The Diplomat*, "South Korea's 19th Presidential Election: Lessons Learned", 13/05/2017.

<sup>11</sup> *Le Monde*, « Corée du Sud : le progressiste, militant des droits de l'homme, Moon Jae-in, élu président », 10/05/2017 ; *Radio France Internationale* (RFI), « Corée du Sud: large victoire de Moon Jae-in à la présidentielle », 09/05/2017 ; *Libération*, « En Corée du Sud, la victoire de Moon Jae-in, plébiscite pour la démocratie », 09/11/2017.

<sup>12</sup> *Le Monde*, 10/05/2017.

<sup>13</sup> République française, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, *Présentation de la République de Corée*, 17/10/2017.

<sup>14</sup> Le Comité international pour les libertés démocratiques en Corée du Sud (CILD) se présente sur son blog comme étant : « Formé de personnalités citoyennes ou originaires de dix pays (Belgique, Égypte, Espagne, France, Italie, Liban, Royaume-Uni, Sénégal, Suisse, Vietnam), le Comité international pour les libertés démocratiques en Corée du Sud (CILD) a été créé le 1er avril 2015, sur la base du Comité d'initiative contre la répression politique en Corée du Sud qui s'était lui-même formé à Paris le 22 janvier 2015 après la dissolution du Parti progressiste unifié (PPU) le 19 décembre 2014 dans des conditions qui ont constitué un déni des libertés fondamentales et du droit à un procès équitable.

Le CILD a ensuite été engagé dans tous les combats pour les libertés politiques et syndicales en Corée du Sud : Dénonciation des atteintes aux libertés fondamentales d'opinion et de réunion ; Soutien aux militants politiques et syndicaux emprisonnés en raison de leurs opinions politiques, y compris par des courriers adressés aux responsables politiques des pays occidentaux, aux médias et à l'opinion publique internationale ; Défense des libertés syndicales et des droits des minorités.

<sup>15</sup> Amitié France Corée, « Présidentielle : le virage à droite d'Ahn Cheol-soo ne convainc pas l'électorat », 22/04/2017.

<sup>16</sup> *Radio France Internationale* (RFI), « Corée du Sud: les enjeux de l'élection présidentielle », 08/05/2017 ; *Le Monde*, 10/05/2017 ; *KBS World Radio* [Radio sud-coréenne], « Une péninsule en crise : le bilan de l'année 2017 », 28/12/2017.

classe moyenne, scandales de corruption à répétition. Selon le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, **MOON Jae-in**, qui a envisagé de réviser la Constitution « afin de limiter les pouvoirs du Chef de l'Etat, et des mesures pour moraliser la vie publique (collusions public-privé), a axé son programme sur la réduction des inégalités socio-économiques et la création d'emploi<sup>17</sup> ».

## 2. Sécurité nationale et liberté d'expression

### 2.1. Loi sur la sécurité nationale et répression des voix dissidentes

Plusieurs ONG de défense des droits de l'Homme<sup>18</sup> s'accordent à constater que la **Loi relative à la sécurité nationale en vigueur depuis 1948** en Corée du Sud a, de manière notable, servi à réprimer les opposants politiques<sup>19</sup>. *ANSWER Coalition*, un mouvement pacifiste américain fondé au lendemain des attaques du 11 septembre 2001, fait remarquer que la Loi sur la sécurité nationale a particulièrement visé ceux qui ont œuvré pour la paix et la réunification de la péninsule coréenne<sup>20</sup>.

En décembre 2014, une responsable des recherches sur l'Asie orientale au sein de l'ONG Amnesty international (AI) s'est dite préoccupée par les atteintes à la liberté d'expression et d'association en Corée du Sud : « L'espace accordé à la liberté d'expression s'est beaucoup restreint ces dernières années. Les autorités [ont utilisé] la Loi relative à la sécurité nationale pour réprimer l'opposition et persécuter ceux qui n'ont pas les mêmes opinions politiques qu'elles<sup>21</sup> ». Le Communiqué d'AI a précisé que les autorités visaient tout particulièrement les individus soupçonnés de soutenir la Corée du Nord<sup>22</sup>.

Selon le rapport 2016/2017 portant sur l'année 2016 d'Amnesty International (AI), plusieurs droits humains (dont la liberté de réunion pacifique et d'expression et la liberté de la presse) ont été restreints et ont eu tendance à régresser dans le pays. L'ONG internationale rapporte qu'**en mars 2016**, « après neuf jours d'obstruction de la part de l'opposition, qui craignait des risques d'abus », **une Loi contre le terrorisme a été promulguée**. Pour AI, cette nouvelle loi « renforce considérablement les pouvoirs de l'État en matière de surveillance des communications et de collecte d'informations concernant les personnes soupçonnées d'avoir des liens avec le terrorisme<sup>23</sup> ». Pour sa part, le Comité international pour les libertés démocratiques en Corée du Sud (CILD) a estimé que ce texte de Loi contribuerait à renforcer « les pouvoirs de l'Agence nationale de renseignement, héritière directe de services de renseignement parmi les plus brutaux au monde qui ont tué des milliers d'opposants [...]»<sup>24</sup>.

---

<sup>17</sup> République française, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, *Présentation de la République de Corée*, 17/10/2017.

<sup>18</sup> Amnesty International (Canada), *Interdiction d'un parti politique : un nouveau signal inquiétant pour la liberté d'expression* (Communiqué international : Corée du Sud), 19/12/2014 ; Freedom House, *Freedom in the World 2017: South Korea*, 31/01/2017 ;

<sup>19</sup> Solidarité Corée [Blog du CILD], « Des « prisonniers de conscience » en République de Corée », 03/07/2016.

<sup>20</sup> Answer Coalition (Act Now to Stop War and End Racism), [mouvement pacifiste américain fondé au lendemain des attaques du 11 septembre 2001], "Demand the South Korean government release prisoner of conscience Kim Hye-young", 09/06/2016.

<sup>21</sup> Amnesty International (Canada), 19/12/2014.

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> Amnesty International, *Corée du Sud 2016/2017, Rapport annuel 2016/17*, 22/02/2017.

<sup>24</sup> *Solidarité Corée* [Blog du CILD], « Contre la loi antiterroriste, pour la libération des prisonniers politiques en Corée du Sud : le CILD a manifesté à Paris », 03/04/2016.

Le rapport 2017 sur la liberté dans le monde portant sur l'année 2016<sup>25</sup> de l'ONG américaine Freedom House a souligné qu'en Corée du Sud, si les critiques contre les autorités sont admises, en revanche, « certaines formes de censure officielle sont légales. [Ainsi], En vertu de la loi sur la sécurité nationale, l'écoute de la radio nord-coréenne est illégale, tout comme l'envoi de messages pro-Nord en ligne. Les autorités ont supprimé des dizaines de milliers de messages considérés comme pro-Nord ce qui leur a valu d'être accusées d'utiliser la législation afin de limiter la liberté d'expression<sup>26</sup> ». Fin 2014, un article publié par le *New York Times* indiquait déjà que l'accès aux sites web nord-coréens était bloqué et que les citoyens étaient arrêtés pour avoir transféré des articles de propagande nord-coréenne sur le réseau social *Twitter*<sup>27</sup>.

## 2.2. Ingérence de l'Agence de renseignement national dans la politique intérieure

Dans un article publié en mai 2015 portant sur « le malaise de la démocratie sud-coréenne », le quotidien *Le Monde* a souligné que certaines dérives de la gouvernance de Mme PARK comportaient notamment :

« L'ingérence des services de renseignement et de la justice dans les affaires politiques – dont la dissolution pure et simple, en décembre 2014, du Parti progressiste unifié (de gauche) accusé de sympathie à l'égard du Nord – [ainsi que des] pressions sur la presse<sup>28</sup> ».

En 2017, dans son rapport portant sur l'année 2016, l'ONG Freedom House<sup>29</sup> a rappelé que l'Agence de renseignement national, connue en anglais sous l'acronyme « NIS » pour National Intelligence Service, a été impliquée dans une série de scandales au cours des dernières années, y compris des allégations selon lesquelles elle a interféré dans les affaires politiques, notamment en cherchant à influencer les élections de 2012 en faveur de Mme Park Geun-hye. De fait, selon un article publié en août 2017 par le quotidien britannique *The Guardian*<sup>30</sup>, l'Agence de renseignement sud-coréenne a admis avoir mené une campagne illicite pour influencer l'élection présidentielle de 2012, mobilisant même des équipes d'experts en guerre psychologique pour s'assurer que la candidate conservatrice, Mme Park Geun-hye, batte son rival (et actuel président) Moon Jae-in. Selon la même source, « L'enquête interne de l'Agence (NIS) a révélé que son unité de cyberguerre a formé jusqu'à 30 équipes « extra-départementales » composées de fonctionnaires et de citoyens avertis sur Internet pour télécharger des messages en soutien aux politiciens conservateurs durant les deux années précédant les élections présidentielles de 2012. Les équipes ont été chargées de répandre des opinions pro-gouvernementales et de réprimer les positions antigouvernementales, les qualifiant de tentatives de la part des forces pro-nord-coréennes de perturber les affaires de l'Etat<sup>31</sup> ».

D'après un article publié au lendemain des élections présidentielles de 2017 par le média communiste *L'Humanité*, le nouveau président sud-coréen aurait l'intention de réformer l'appareil sécuritaire du pays :

« Durant la campagne, [MOON Jae-in] a [...] vivement critiqué la loi de sécurité nationale, instrument de répression de l'opposition et des syndicats. Il s'est [...] déclaré favorable à la dissolution de la branche des services de renseignement dont l'ingérence

---

<sup>25</sup> Freedom House, 31/01/2017.

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> *The New York Times*, 19/12/2014.

<sup>28</sup> *Le Monde*, 18/05/2015.

<sup>29</sup> Freedom House, 31/01/2017.

<sup>30</sup> *The Guardian*, 04/08/2017.

<sup>31</sup> *Ibid.*

en politique a abouti à l'incarcération d'opposants et à la dissolution du Parti progressiste unifié, afin de transférer leurs activités vers la police<sup>32</sup> ».

### 2.3. La répression du Parti progressiste unifié (PPU)

Le Parti progressiste unifié (*Unified Progressive Party*, UPP), est un parti de gauche (qualifié d'extrême-gauche selon certaines sources) né le 5 décembre 2011<sup>33</sup> de la fusion entre trois partis politiques<sup>34</sup>. Le PPU s'inscrit dans la mouvance politique progressiste sud-coréenne souvent associée au socialisme ou à la social-démocratie<sup>35</sup>. Lors des élections législatives de 2012, le PPU a obtenu six sièges parlementaires à l'Assemblée nationale<sup>36</sup>.

Le 5 septembre 2013, l'un des députés du PPU, LEE Seok-ki, soupçonné d'avoir fomenté un complot visant à renverser le gouvernement en favorisant une révolte pro-nord-coréenne dans le pays, a été accusé de trahison et arrêté par les services de renseignement sud-coréens<sup>37</sup>. Cette affaire a déclenché une tempête politique intérieure et a été relayée par nombre de médias, y compris à l'étranger. Le 17 février 2014, LEE Seok-ki a été condamné par un tribunal de district à douze (12) ans de prison pour trahison<sup>38</sup>.

Dans un article publié le 18 février 2014, Philippe MESMER, alors correspondant du quotidien *Le Monde* à Tokyo, a fourni les explications suivantes<sup>39</sup>:

« LEE Seok-ki a été condamné pour avoir créé un groupuscule appelé « Organisation révolutionnaire (OR)<sup>40</sup> » et planifié une révolte armée afin d'appuyer la Corée du Nord en cas de guerre dans la péninsule, [...]. Au cours des réunions de l'OR, [ont fait savoir] les services de renseignement sud-coréens à l'origine de l'enquête, M. LEE aurait appelé ses partisans à préparer la « révolution » et à œuvrer à « la réunification de la mère patrie ». Le sabotage des infrastructures sud-coréennes aurait été évoqué. L'enquête a débouché sur des perquisitions au siège du PPU et aux domiciles de plusieurs élus. Le gouvernement a, fait sans précédent, demandé la dissolution du petit parti<sup>41</sup> ».

Toutefois, selon un article publié début mars 2014 par le média britannique *The Guardian*: « Le dossier sur lequel s'est basé l'accusation reposait sur un enregistrement audio contestable d'une réunion dans une église catholique à Séoul [...], un enregistrement réalisé par une taupe employée par le puissant service de renseignement national sud-coréen<sup>42</sup> ».

Le 19 décembre 2014, la Cour constitutionnelle a ordonné la dissolution du Parti progressiste unifié (PPU) au motif qu'il violait la Loi sur la sécurité nationale et la

---

<sup>32</sup> *L'Humanité*, 10/05/2017.

<sup>33</sup> *Yon Hap News Agency*, "S. Korea bans pro-N. Korean minor party", 19/12/2014; World Heritage Encyclopedia, "Unified Progressive Party", (UPP), s.d.

<sup>34</sup> Les trois partis à l'origine de la création du parti Progressiste unifié sont : Le Parti travailliste démocratique (*Democratic Labor Party*), le Parti de la Participation Populaire (*People's Participation Party*) de RHYU Si-min, et une faction du Nouveau Parti Progressiste (*New Progressive Party*). Source: World Heritage Encyclopedia, "UPP", s.d.

<sup>35</sup> World Heritage Encyclopedia, "UPP", s.d.; World Heritage Encyclopedia, "Progressivism in South Korea", s.d.

<sup>36</sup> World Heritage Encyclopedia, "UPP", s.d.; Union interparlementaire, République de Corée, *Assemblée nationale : élections en 2012*, s.d.

<sup>37</sup> World Heritage Encyclopedia, "UPP", s.d.; *Le Monde*, « La présidente sud-coréenne, Park Geun-hye, accusée de se livrer à une chasse aux sorcières », 18/02/2014.

<sup>38</sup> *Le Monde*, 18/02/2014; *The New York Times*, 17/02/2014.

<sup>39</sup> *Le Monde*, 18/02/2014.

<sup>40</sup> Au sujet de « l'Organisation Révolutionnaire », voir également : *Yon Hap News Agency*, 19/12/2014.

<sup>41</sup> *Le Monde*, 18/02/2014.

<sup>42</sup> *Ibid.*

Constitution en menant des activités pro-nord-coréennes<sup>43</sup>. Selon l'agence de presse sud-coréenne *Yon Hap News Agency*<sup>44</sup>, il s'agirait de la première fois dans l'histoire du pays qu'un parti minoritaire est interdit depuis l'adoption de la première Constitution de 1948. Amnesty International (AI) a considéré qu'il s'agissait de la première fois « qu'un gouvernement sud-coréen formulait une telle demande depuis la fin de la dictature en 1987<sup>45</sup> », tandis que Freedom House a estimé que c'était la première fois que la Cour ordonnait « la dissolution d'un parti politique depuis sa création en 1988, et ce [n'était] que la deuxième fois qu'une telle action [était] entreprise dans l'histoire de la Corée du Sud<sup>46</sup> ».

La décision de la Cour constitutionnelle a été suivie d'un effet immédiat, le PPU cessant immédiatement d'exister et ses cinq députés restant étant en conséquence privés de leurs sièges à l'Assemblée nationale<sup>47</sup>.

Selon Freedom House, en janvier 2015, LEE Seok-ki, qui avait fait appel de la décision prononcée par la Cour constitutionnelle<sup>48</sup>, a vu sa peine commuée par la Cour suprême à neuf années d'emprisonnement. Cette dernière a toutefois maintenu la décision relative à la suppression de ses droits civiques qui le prive de droit de vote et le condamne à être inéligible à l'exercice de toute fonction politique durant sept années après sa libération<sup>49</sup>.

LEE Seok-ki ne fait pour autant pas figure de cas isolé et diverses sources ont fait état, fin décembre 2014, de l'arrestation et de l'incarcération de plusieurs autres membres du PPU. L'agence de presse sud-coréenne *Yon Hap News Agency* a rapporté que plusieurs membres du PPU ont été reconnus coupables d'avoir conspiré avec des individus affiliés à une organisation clandestine dénommée « l'Organisation Révolutionnaire » en vue de renverser le gouvernement sud-coréen dans le cas où une guerre éclatait avec la Corée du Nord<sup>50</sup>. Pour sa part, le quotidien britannique *The Guardian* a signalé que sept membres du parti PPU, accusés d'incitation à la rébellion en violation de la Loi sur la sécurité nationale du pays, ont été condamnés à des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à neuf ans de détention<sup>51</sup>.

### 3. L'Alliance coréenne pour une réunification indépendante et la démocratie

#### 3.1. Une formation politique d'extrême-gauche proche du PPU

Les sources publiques consultées en langues anglaise et française (ONG, médias et Blogs d'associations) montrent que l'Alliance coréenne pour une réunification indépendante et la démocratie<sup>52</sup>, également désignée par « l'Alliance coréenne », et en anglais par *Corean Alliance for Independent Reunification and Democracy (CAIRD)*, est une formation politique souvent qualifiée d'extrême-gauche, proche des positions du Parti progressiste

---

<sup>43</sup> Gi-Wook Shin & Rennie J. Moon, "South Korea after impeachment", *Journal of Democracy*, October 2017, Volume 28, Number 4, p. 117-131.

<sup>44</sup> *Yon Hap News Agency*, 19/12/2014; *The Guardian*, 19/12/2014.

<sup>45</sup> Amnesty International (Canada), 19/12/2014.

<sup>46</sup> Freedom House, 27/01/2016.

<sup>47</sup> *The Guardian*, 19/12/2014; *Yon Hap News Agency*, 19/12/2014; Freedom House, 27/01/2016.

<sup>48</sup> *Le Monde*, 18/02/2014.

<sup>49</sup> Freedom House, 27/01/2016.

<sup>50</sup> *Yon Hap News Agency*, 19/12/2014.

<sup>51</sup> *The Guardian*, 19/12/2014.

<sup>52</sup> Selon les membres du CAIRD, « Corea » serait l'appellation de la péninsule coréenne avant l'intervention des puissances occidentales. Source : Answer Coalition, 09/06/2016.



unifié (PPU). D'après un communiqué du CILD publié le 12 août 2015<sup>53</sup>, l'Alliance coréenne serait liée à l'ancienne tendance *Corea21* au sein du PPU.

L'Alliance coréenne pour une réunification indépendante et la démocratie (CAIRD) ne semble disposer d'aucun site public de communication en anglais ou en français qui lui soit propre (site web ou compte spécifique sur les réseaux sociaux tels que *Facebook* ou *Twitter*)<sup>54</sup>. Les quelques informations disponibles sur la mission, la structure, les actions ou la situation précise des militants de cette formation politique sud-coréenne sont essentiellement relayées par ses sympathisants, qui, pour la plupart, sont des observateurs pacifistes ou de gauche.

Parmi ces derniers, le Comité international pour les libertés démocratiques en Corée du Sud (CILD) - déjà cité - , un collectif qui milite contre la répression en Corée du Sud, ainsi que quelques parlementaires français de gauche<sup>55</sup> ont qualifié l'Alliance coréenne « d'émanation du PPU interdit<sup>56</sup> ».

L'Association d'amitié franco-coréenne (AAFC), qui milite pour la réunification pacifique et indépendante de la nation coréenne, a également soutenu régulièrement la cause des militants de l'Alliance coréenne<sup>57</sup>. Il est à noter que, selon l'auteur d'un article publié en janvier 2012 par le magazine en ligne *Slate.fr*<sup>58</sup> :

« L'Association d'amitié franco-coréenne (AAFC) [...] fait de la « diplomatie parallèle ». En contact avec le Quai d'Orsay, elle entretient des relations de confiance avec les diplomates coréens à Paris et Pyong Yang et dispose d'une certaine influence en Corée du Nord. [...] Elle agit comme un lobby et présente son site comme un « média alternatif ». [...] Benoit QUENNEDEY, vice-président de l'association, auteur du livre « L'Economie de la Corée » déplore que la Corée soit vue seulement avec des yeux d'occidentaux, sans prendre en compte les spécificités du pays<sup>59</sup> ».

Le mouvement pacifiste américain *ANSWER*<sup>60</sup> *Coalition* a également apporté son soutien à l'Alliance coréenne, précisant que cette dernière était une coalition de plusieurs groupes sud-coréens militant pour la paix, le travail et la justice sociale en Corée du Sud<sup>61</sup>. *ANSWER Coalition*, qui dénonce « l'occupation américaine » en Corée du Sud, a notamment publié le 9 juin 2016 un communiqué<sup>62</sup>, par lequel il a encouragé ses propres militants et « toutes les forces progressistes » aux États-Unis à exiger le retrait immédiat de toutes les forces militaires américaines de la péninsule, leur demandant d'être solidaires des militants coréens qui luttent pour l'autodétermination et de soutenir la

<sup>53</sup> Solidarité Corée [Blog du CILD], « Appel à la libération immédiate de tous les militants de l'Alliance coréenne arrêtés », 12/08/2015.

<sup>54</sup> Cette absence ne saurait pour autant préjuger de son inexistence dans d'autres langues, dont le coréen.

<sup>55</sup> Notamment M. André CHASSAIGNE, député du Puy-de-Dôme (groupe Gauche démocrate et républicaine) et Mme Cécile CUKIERMAN, sénatrice de la Loire (groupe communiste, républicain et citoyen).

<sup>56</sup> France, Assemblée nationale, Question écrite n°96600 de M. André Chassaigne, député du Puy-de-Dôme (groupe Gauche démocrate et républicaine), publiée au JO le 14/06/2016 ; France, Sénat, Libertés démocratiques en Corée du Sud, *Question écrite n° 22339 de Mme Cécile Cukierman (Loire - Communiste républicain et citoyen)*, publiée au JO Sénat du 16/06/2016, p. 2606 ; Solidarité Corée [Blog du CILD], 03/07/2016.

<sup>57</sup> Voir notamment : Association d'amitié franco-coréenne (AAFC), « Non à la chasse à l'homme en Corée du Sud ! Libération des militants de l'Alliance coréenne emprisonnés ! », 21/10/2015 et Association d'amitié franco-coréenne (AAFC), « Kim Hye-young, prisonnière politique en Corée du Sud, malade d'un cancer de la thyroïde », 01/06/2016.

<sup>58</sup> Fondé en 2009 par Jean-Marie Colombani, ancien directeur du journal *Le Monde*, *Slate.fr* a aujourd'hui pour principal actionnaire le groupe Edmond de Rothschild [qui ne doit pas être confondu avec Rothschild & Cie, la banque d'affaires]. Source : *Libération*, « Une grande fortune à la rescousse de Slate.fr », 17/08/2017.

<sup>59</sup> *Slate.fr*, « Qui sont les lobbies nord-coréens en France? », 06/01/2012.

<sup>60</sup> Pour le mouvement *ANSWER Coalition*, le mot « ANSWER » est utilisé comme l'acronyme de : « Act Now to Stop War and End Racism ».

<sup>61</sup> *ANSWER Coalition*, 09/06/2016.

<sup>62</sup> *Ibid.*

campagne de sensibilisation menée aux États-Unis par le CAIRD pour réclamer la libération immédiate des prisonniers politiques pacifistes ainsi que la démission de la présidente PARK Geun-hye et de son gouvernement<sup>63</sup>.

### 3.2. L'Alliance coréenne dans le viseur des autorités

Selon un article publié en décembre 2014<sup>64</sup> par le média sud-coréen *The Hankyoreh*<sup>65</sup>, dans la foulée de la dissolution du Parti progressiste unifié survenue fin décembre 2014, la police sud-coréenne a continué d'enquêter sur divers groupes soupçonnés de venir en aide à « l'ennemi » nord-coréen. Parmi ces groupes figurait l'Alliance Coréenne (*Corean Alliance*). La même source a rapporté que :

« La seconde division de sécurité de l'Agence de police métropolitaine de Séoul (SMPA)<sup>66</sup> a mené des opérations de perquisition dans les bureaux de *Corean Alliance* situés dans le quartier de Seongsan à Séoul ainsi que dans quatre autres localités, ainsi qu'aux domiciles de neuf de ses membres. Le groupe a fait l'objet d'une enquête pour avoir prétendument exprimé son soutien au régime politique militaire de la Corée du Nord par le biais d'un cybercafé, ce qui, selon la loi sur la sécurité nationale, constitue un "éloge et un encouragement" pour l'ennemi<sup>67</sup> ».

*The Hankyoreh* a indiqué que, selon la police, *Corean Alliance* faisait l'objet d'une enquête interne depuis le premier semestre 2012, et que la police voulait clôturer ce dossier dans l'année. La même source a également mentionné que *Corean Alliance* était soupçonnée d'avoir aidé JANG Kyung-wook, un avocat du groupe MINBYUN-Avocats pour une société démocratique<sup>68</sup>, et un dénommé « LEE », pasteur de l'Église de la paix de la ligne de contrôle civile (CCL)<sup>69</sup>, à se rendre en novembre 2013 à un séminaire en Allemagne au cours duquel ils auraient rencontré un responsable d'une institution nord-coréenne pour l'unification de la patrie (coréenne)<sup>70</sup>.

La répression des membres du CAIRD par les autorités n'a pas été sans susciter la réprobation d'observateurs de la situation des droits de l'Homme en Corée du Sud. Dans son rapport 2016-2017 (portant sur l'année 2016)<sup>71</sup>, Amnesty International, qui signale que l'Alliance coréenne a été dissoute, a indiqué que :

« Les autorités ont de nouveau recouru à la Loi relative à la sécurité nationale, rédigée en des termes vagues, pour intimider et emprisonner des personnes faisant usage de leur droit à la liberté d'expression. Parmi les personnes arrêtées parce qu'elles auraient enfreint cette loi figuraient des membres de l'Alliance coréenne pour une réunification indépendante et la démocratie (CAIRD), association contrainte à la dissolution par des actes répétés de répression. KIM Hye-young, une militante du CAIRD, qui souffre d'un cancer de la thyroïde, a été condamnée à deux ans de prison en janvier. Elle avait été arrêtée en juillet 2015 lors d'une manifestation pacifique. YANG Ko-eun, une autre représentante du CAIRD, n'a pas été autorisée à se rendre à l'étranger en juin pour parler de la situation de ses collègues, et a été arrêtée en septembre<sup>72</sup> ».

---

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> *The Hankyoreh*, 23/12/2014.

<sup>65</sup> Créé en 1988, le média sud-coréen « The Hankyoreh » se présente sur son site web comme étant un journal indépendant.

<sup>66</sup> "The second security division of the Seoul Metropolitan Police Agency (SMPA)".

<sup>67</sup> *The Hankyoreh*, 23/12/2014.

<sup>68</sup> "The group MINBYUN-Lawyers for a Democratic Society".

<sup>69</sup> "The CCL [Civilian Control Line] Peace Church".

<sup>70</sup> "The vice-director of North Korea's Institution for Unification of the Fatherland".

<sup>71</sup> Amnesty International, 22/02/2017.

<sup>72</sup> *Ibid.*

Le 31 mai 2016, trois militants du CAIRD se sont rendus aux Etats-Unis pour y mener une campagne de promotion de la paix pour la péninsule coréenne. Outre le mouvement pacifiste ANSWER Coalition, quelques rares radios locales<sup>73</sup> nord-américaines ont également relayé leurs témoignages. Rappelant l'implication des Etats-Unis dans la situation actuelle en Corée, les trois membres du CAIRD ont souligné que leur démarche s'appuyait sur des décennies d'activisme de militants coréens pacifistes visant à mettre un terme à la guerre, à contribuer à la réconciliation entre les deux Corées, et à construire la démocratie. Ils ont également livré des témoignages sur les difficultés qu'ils rencontraient dans leurs actions de promotion de la paix avec leur voisin du Nord dans un contexte d'application stricte de la Loi sur la sécurité nationale<sup>74</sup>.

A la même période, le Comité international pour les libertés démocratiques en Corée du Sud (CILD) a indiqué qu'en France, plusieurs parlementaires avaient interpellé le gouvernement au sujet de la situation des droits de l'Homme en Corée du Sud<sup>75</sup>.

### 3.3. Les militants de l'Alliance coréenne victimes de répression

D'après un communiqué du CILD publié le 12 août 2015<sup>76</sup>, plusieurs membres de l'Alliance coréenne ont été arrêtés par les autorités de leur pays à la suite de l'interdiction du parti PPU le 19 décembre 2014.

De tous les militants de l'Alliance coréenne réprimés par les autorités, le cas de Mme KIM Hye-young, une jeune femme atteinte d'un cancer de la thyroïde, est sans doute celui qui a le plus été médiatisé. Plusieurs sources publiques<sup>77</sup> s'accordent à affirmer que Mme KIM Hye-young a été arrêtée le 26 juillet 2015<sup>78</sup> pour avoir participé à un sit-in lors d'une manifestation pacifique à Séoul<sup>79</sup>. En janvier 2016, cette dernière a été condamnée en vertu de la Loi sur La sécurité nationale à deux ans de prison et a été internée au centre de détention de la capitale. Le 26 mai 2016, la Haute Cour de Séoul a maintenu sa peine d'emprisonnement malgré le recours introduit par l'intéressée. En guise de protestation, cette dernière a entamé une grève de la faim illimitée<sup>80</sup>. Début juin 2016, l'ONG internationale AI a lancé une campagne<sup>81</sup> pour alerter sur la détérioration de l'état de santé de Mme KIM Hye-young à qui les autorités refusaient une autorisation de sortie lui permettant de bénéficier de soins adaptés à sa pathologie à l'extérieur de la prison.

Un communiqué publié le 12 août 2015 par le CILD<sup>82</sup> au sujet de la répression qui avait frappé les militants de l'Alliance coréenne, a indiqué qu'à cette date, leur situation était la suivante :

Trois militants ont été mis en garde à vue durant 48 heures après leur arrestation: à savoir les dénommés KANG Soon-young (arrêté le 15 juillet 2015), KIM Dong-gwan (arrêté le 24 juillet 2015) et LEE Dong-keun (arrêté le 26 juillet 2015)<sup>83</sup> ;

---

<sup>73</sup> Dont *Progressive Radio Network (PRN)*, une station de radio internet qui se présente comme étant le premier réseau d'information et de radio progressiste gratuit au monde.

<sup>74</sup> *Progressive Radio Network (PRN)*, "Clearing The Fog – Corean Peace Delegation Works for End to Korean War", 31/05/2016.

<sup>75</sup> Solidarité Corée [Blog], « Des parlementaires français interpellent le Gouvernement sur les droits de l'homme en Corée du Sud : la France doit condamner les atteintes aux libertés démocratiques ! », 14/06/2016.

<sup>76</sup> Solidarité Corée [Blog du CILD], 12/08/2015.

<sup>77</sup> Amnesty International, Corée du Sud: une gréviste de la faim privée de soins médicaux, 01/06/2016 ; Amitié France Corée, 01/06/2016 ; ANSWER Coalition, 09/06/2016.

<sup>78</sup> Amitié France Corée, 01/06/2016.

<sup>79</sup> ANSWER Coalition, 09/06/2016.

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> Amnesty International, *Corée du Sud: Une femme atteinte d'un cancer condamnée à deux ans de prison* [Campagne ASA 25/3747/2016], 05/04/2016.

<sup>82</sup> Solidarité Corée [Blog du CILD], 12/08/2015.

Trois autres militants se trouvaient toujours en détention : NAM Chang-woo (arrêté le 6 mai 2015), LEE Sang-hun (arrêté le 23 juillet 2015) et KIM Hye-young (arrêté le 26 juillet 2015)<sup>84</sup>;

Enfin, deux militants ont été arrêtés le 9 août 2015 : LEE Mi-sook et KIM Jeong-hee, cette dernière ayant été libérée au bout de 48 heures de garde à vue<sup>85</sup>.

D'après une publication ultérieure du CILD<sup>86</sup>, la répression s'est poursuivie au cours de l'automne 2015. Le 28 octobre 2015, des policiers en civil ont arrêté plusieurs membres de l'Alliance coréenne qui manifestaient devant l'ambassade américaine à Séoul, avant de les relâcher après 48 heures de garde à vue, à l'exception du secrétaire général de l'Alliance coréenne, KIM Dae-bong, incarcéré dans la prison « de sinistre réputation<sup>87</sup> » de Dongdaemun. Un article publié le 4 novembre 2015 par le quotidien *L'Humanité*<sup>88</sup> a précisé que KIM Dae-bong aurait été arrêté alors qu'il « manifestait devant le centre de rétention de Séoul pour apporter son soutien à ses camarades détenus<sup>89</sup> ».

Le 22 mai 2016<sup>90</sup>, le CILD a rendu compte dans un communiqué des témoignages recueillis à l'occasion d'une rencontre tenue la veille à Paris avec deux militants sud-coréens : M. JIN Yongha, secrétaire général de l'Association des travailleurs, et Mme YANG Goeun, co-présidente de l'Alliance coréenne. Cette dernière, qui a témoigné sur la répression qui touchait son mouvement politique, a déclaré que « l'autre co-président était actuellement sous mandat d'arrêt » et que les médias liés à l'Alliance coréenne, dont le journal en ligne [progressiste] *Minjok Ilbo*, étaient eux aussi frappés par la répression. S'agissant de la situation des militants, la coprésidente de l'Alliance coréenne a livré le point de situation en date du 22 mai 2016 suivant :

« Neuf militants de l'Alliance coréenne sont actuellement en prison ou en détention provisoire. Un militant a été libéré après sa condamnation. 32 autres sont dans l'attente d'un jugement. Dès qu'ils sont arrêtés (la détention provisoire est limitée à 48 heures en Corée du Sud), les militants de l'Alliance coréenne engagent une grève de la faim et refusent de parler – car tout ce qu'ils disent peut être retenu contre eux. Ils ont engagé des manifestations à une personne, (qu'autorise la réglementation en Corée du Sud sans déclaration préalable), mais celles-ci donnent désormais lieu à des arrestations et des placements en détention provisoire par les forces de l'ordre. Des actions similaires sont conduites à l'étranger, [dont] une manifestation de l'Alliance coréenne devant la Maison blanche américaine depuis 180 jours<sup>91</sup> ».

Le 3 juillet 2016, le CILD a publié sur son blog un article sur les prisonniers de conscience en Corée du Sud<sup>92</sup> dans lequel il a fait part de l'évolution suivante :

« Le 24 juin 2016, trois membres incarcérés de l'Alliance coréenne, HAN Jun-hye, KIM Kyoung-koo et CHOI Min ont été libérés suite à une campagne nationale et internationale en particulier du CILD – AAFC et d'Amnesty international. Ils ont été arrêtés le 20 décembre 2015 et maintenus en détention à Daejeon. Le tribunal de première instance

---

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> *Ibid.*

<sup>86</sup> Solidarité Corée [Blog du CILD], « Les autorités sud-coréennes s'acharnent sur Kim Dae-bong, secrétaire général de l'Alliance coréenne », 03/11/2015.

<sup>87</sup> D'après le CILD, « La prison de Dongdaemun est célèbre pour avoir été le théâtre de tortures par les forces d'occupation japonaise, puis pendant la dictature militaire sud-coréenne ». Source : Solidarité Corée [Blog du CILD], 03/11/2015.

<sup>88</sup> *L'Humanité*, 04/11/2015.

<sup>89</sup> *Ibid.*

<sup>90</sup> Solidarité Corée [Blog du CILD], « Répression politique et antisyndicale : témoignage à Paris », 22/05/2016.

<sup>91</sup> *Ibid.*

<sup>92</sup> Solidarité Corée [Blog du CILD], 03/07/2016.

les a condamnés à 1 an six mois de prison avec sursis à exécution de deux ans le 24 Juin à 2016<sup>93</sup> ».

**D'autres membres de l'Alliance coréenne**, qui avaient tous fait une grève de la faim d'une dizaine de jours pour protester contre leur détention, **étaient toujours emprisonnés au centre de détention de Séoul** : il s'agissait des militants suivants :

- **Mme KIM Hye-young**, membre du Comité organisateur du Forum International de Corée (IFC), continuait de purger sa peine de deux ans d'emprisonnement, elle avait poursuivi une grève de la faim d'une vingtaine de jours du 26 mai 2016 au 14 juin 2016 ;
- **LEE Sang-hun, co-président de l'Alliance coréenne**, ancien vice-président du comité de Séoul du PPU depuis 2012, il avait été arrêté le 23 Juillet 2015 et condamné le 26 mai 2016 par la Cour d'appel à 2 ans de prison ferme;
- **JI Young-chul, co-président de l'Alliance coréenne**, il avait été arrêté le 20 octobre 2015 et condamné le 28 Avril 2016 par le tribunal de première instance à 2 ans de prison ferme ;
- **Mme LEE Mi-sook**, membre de l'Alliance coréenne et Secrétaire générale du Forum international de Corée (IFC), elle avait été arrêtée le 9 Août 2015 et condamnée le 26 mai 2016 par la Cour d'appel à 2 ans de prison ferme ;
- **Enfin KIM Dae-bong**, il avait été arrêté le 28 Octobre 2015 et condamné le 20 mai 2016 par le tribunal de première instance à 1 an et 6 mois de prison ferme<sup>94</sup>.

Depuis mai 2017, date de l'arrivée au pouvoir du nouveau président **MOON Jae-in**, les sources publiques n'ont mentionné pratiquement aucune information sur l'évolution récente de la situation de l'Alliance coréenne et de ses militants. En revanche, il apparait que des membres du Parti progressiste unifié (PPU) auraient rejoint deux nouvelles formations politiques : le Nouveau Parti Progressiste (*New Progressive Party*) et le Parti du Peuple Uni (*United People's Party, Minjung Yonhap*), qui eux-mêmes se sont regroupés au sein du *Minjung Party*, le tout nouveau parti progressiste sud-coréen.

Selon *Zoom in Korea*<sup>95</sup>, un blog progressiste sur la Corée du Sud basé aux Etats-Unis, le 15 octobre 2017, près de dix mille personnes se sont rassemblées devant l'Hôtel de ville à Séoul pour célébrer le lancement d'un **nouveau parti progressiste dénommé *Minjung Party (parti du peuple ou populaire)***<sup>96</sup>. *Minjung Party* est né de la fusion de deux partis de gauche, le Nouveau Parti Progressiste (*New Progressive Party*) et le Parti du Peuple Uni (*United People's Party, Minjung Yonhap*)<sup>97</sup>. Cette formation politique, qui regroupe des travailleurs, des agriculteurs, des citoyens pauvres, des femmes et des jeunes résolus à mener à bien la « Révolution des bougies » qui a évincé **PARK Geun-hye** début 2017, s'est donné pour priorité d'établir une paix durable dans la péninsule coréenne et d'éradiquer le travail précaire<sup>98</sup>.

---

<sup>93</sup> *Ibid.*

<sup>94</sup> *Ibid.*

<sup>95</sup> Blog progressiste sur la Corée du Sud basé aux USA, *Zoom in Korea* met l'accent sur les luttes pour la démocratie et pour la réunification de la péninsule coréenne en mettant en évidence les analyses critiques et le contexte historique qui font souvent défaut dans la couverture par les médias corporatifs de la situation dans la péninsule coréenne.

<sup>96</sup> *Zoom in Korea*<sup>96</sup> (Blog progressiste sur la Corée du Sud basé aux Etats-Unis), "South Korean Progressive Parties Merge to Complete Candlelight Revolution", 20/10/2017.

<sup>97</sup> *Ibid.*

<sup>98</sup> *Ibid.*

## Bibliographie

(Sites web consultés de décembre 2017 à janvier 2018)

### Institutions gouvernementales

République française, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, *Présentation de la République de Corée*, 17/10/2017,  
<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/coree-du-sud/presentation-de-la-republique-de-coree/>

France, Sénat, Libertés démocratiques en Corée du Sud, *Question écrite n° 22339 de Mme Cécile Cukierman (Loire - Communiste républicain et citoyen)*, publiée au JO Sénat du 16/06/2016, p. 2606,  
<http://www.senat.fr/questions/base/2016/qSEQ160622339.html>

France, Assemblée nationale, *Question écrite n°96600 de M. André Chassaigne, député du Puy-de-Dôme (groupe Gauche démocrate et républicaine)*, publiée au JO le 14/06/2016, p.5186,  
[questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-96600QE.htm](http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-96600QE.htm)

### Organisations internationales

Nations unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'Homme, *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association sur sa mission en République de Corée*, 17/11/2016,  
<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G16/257/87/PDF/G1625787.pdf?OpenElement>

Union interparlementaire, République de Corée, *Assemblée nationale : dernières élections*, s.d.  
[http://archive.ipu.org/parline-f/reports/1259\\_E.htm](http://archive.ipu.org/parline-f/reports/1259_E.htm)

Union interparlementaire, République de Corée, *Assemblée nationale : élections en 2012*, s.d.  
[http://archive.ipu.org/parline-f/reports/arc/1259\\_12.htm](http://archive.ipu.org/parline-f/reports/arc/1259_12.htm)

### ONG

Amnesty International, *Corée du Sud 2016/2017, Rapport annuel 2016/17*, 22/02/2017,  
<https://www.amnesty.org/fr/countries/asia-and-the-pacific/south-korea/report-korea-republic-of/>

Amnesty International, *Corée du Sud : une gréviste de la faim privée de soins médicaux* (ASA 25/4150/2016), 01/06/2016,  
<https://www.amnesty.org/fr/documents/asa25/4150/2016/fr/>

Amnesty International, *Corée du Sud: Une femme atteinte d'un cancer condamnée à deux ans de prison* [Campagne ASA 25/3747/2016], 05/04/2016,  
<https://www.amnesty.org/fr/documents/asa25/3747/2016/fr/>

Freedom House, *Freedom in the World 2016 : South Korea*, 27/01/2016,  
<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/south-korea>

Amnesty International (Canada), *Corée du Sud : Interdiction d'un parti politique : un nouveau signal inquiétant pour la liberté d'expression* (Communiqué international), 19/12/2014,

<https://www.amnistie.ca/sinformer/communiqués/international/2014/coree-sud/interdiction-dun-parti-politique-un-nouveau>

## Centres de recherches

Gi-Wook Shin & Rennie J. Moon, "South Korea after impeachment", *Journal of Democracy*, October 2017, Volume 28, Number 4, p. 117-131,

<https://aparc.fsi.stanford.edu/file/228455/download?token=LkIfEmcx>

QUISEFIT Laurent, « Autoritarismes civils et militaires en Corée du Sud: 1948-1979 », *Diacronie* [Online], N° 24, 4 | 2015, document 18, 29/12/2015,

<http://journals.openedition.org/diacronie/3854>

## Médias

*Europe 1*, « Conflit entre les deux Corées : retour en 4 dates sur l'origine de leur division », 09/01/2018,

<http://www.europe1.fr/international/conflit-entre-les-deux-corees-retour-en-4-dates-sur-lorigine-de-leur-division-3541166>

*KBS World Radio* [Radio sud-coréenne], « Une péninsule en crise : le bilan de l'année 2017 », 28/12/2017,

[http://world.kbs.co.kr/french/program/program\\_kreatoday\\_detail.htm?No=3167](http://world.kbs.co.kr/french/program/program_kreatoday_detail.htm?No=3167)

*Libération*, « En Corée du Sud, la victoire de Moon Jae-in, plébiscite pour la démocratie », 09/11/2017,

[http://www.liberation.fr/planete/2017/05/09/en-coree-du-sud-la-victoire-de-moon-jae-in-plebiscite-pour-la-democratie\\_1568344](http://www.liberation.fr/planete/2017/05/09/en-coree-du-sud-la-victoire-de-moon-jae-in-plebiscite-pour-la-democratie_1568344)

*Radio-télévision belge de la Fédération Wallonie-Bruxelles (RTBF)*, « Corée du Sud: l'ex-présidente Park Geun-Hye expulsée de son parti » 03/11/2017,

[https://www.rtbf.be/info/monde/detail\\_coree-du-sud-l-ex-presidente-park-geun-hye-expulsee-de-son-parti?id=9753646](https://www.rtbf.be/info/monde/detail_coree-du-sud-l-ex-presidente-park-geun-hye-expulsee-de-son-parti?id=9753646)

*BBC*, "South Korea's presidential scandal", 25/08/2017,

<http://www.bbc.com/news/world-asia-37971085>

*Libération*, « Une grande fortune à la rescousse de Slate.fr », 17/08/2017,

[http://www.liberation.fr/futurs/2017/08/17/une-grande-fortune-a-la-rescousse-de-slatefr\\_1590530](http://www.liberation.fr/futurs/2017/08/17/une-grande-fortune-a-la-rescousse-de-slatefr_1590530)

*The Guardian*, "South Korea spy agency admits trying to rig 2012 presidential election", 04/08/2017,

<https://www.theguardian.com/world/2017/aug/04/south-koreas-spy-agency-admits-trying-rig-election-national-intelligence-service-2012>

*The Diplomat*, "South Korea's 19th Presidential Election: Lessons Learned", 13/05/2017,

<https://thediplomat.com/2017/05/south-koreas-19th-presidential-election-lessons-learned/>

*L'Humanité*, « Corée du sud. L'indépendance de Séoul pour programme », 10/05/2017,

<https://humanite.fr/coree-du-sud-lindependance-de-seoul-pour-programme-635887>

*Le Monde*, « Corée du Sud : le progressiste, militant des droits de l'homme, Moon Jae-in, élu président », 10/05/2017,

[http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2017/05/10/moon-jae-in-nouveau-president-sud-coreen\\_5125158\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2017/05/10/moon-jae-in-nouveau-president-sud-coreen_5125158_3216.html)

*Radio France Internationale* (RFI), « Corée du Sud: large victoire de Moon Jae-in à la présidentielle », 09/05/2017,

<http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20170509-coree-sud-large-victoire-moon-jae-in-presidentielle>

*Radio France Internationale* (RFI), « Corée du Sud: les enjeux de l'élection présidentielle », 08/05/2017,

<http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20170508-coree-sud-election-presidentielle-enjeux-scrutin>

*Le Monde*, « L'ex-présidente sud-coréenne Park Geun-hye placée en détention provisoire », 31/03/2017,

[http://abonnes.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2017/03/31/l-ex-presidente-sud-coreenne-park-geun-hye-placee-en-detention-provisoire\\_5103596\\_3216.html?xtmc=park\\_geun\\_hye&xtcr=2](http://abonnes.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2017/03/31/l-ex-presidente-sud-coreenne-park-geun-hye-placee-en-detention-provisoire_5103596_3216.html?xtmc=park_geun_hye&xtcr=2)

*Le Monde*, L'ancienne présidente sud-coréenne Park Geun-hye a été arrêtée, 30/03/2017

[http://abonnes.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2017/03/30/l-ancienne-presidente-sud-coreenne-park-geun-hye-a-ete-arretee\\_5103544\\_3216.html?xtmc=park\\_geun\\_hye&xtcr=3](http://abonnes.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2017/03/30/l-ancienne-presidente-sud-coreenne-park-geun-hye-a-ete-arretee_5103544_3216.html?xtmc=park_geun_hye&xtcr=3)

*KBS World Radio* [Radio sud-coréenne], « Le Saenuri adopte officiellement le nom de « Parti Liberté Corée », 14/02/2017,

[http://world.kbs.co.kr/french/news/news\\_Po\\_detail.htm?lang=f&id=Po&No=55170&current\\_page](http://world.kbs.co.kr/french/news/news_Po_detail.htm?lang=f&id=Po&No=55170&current_page)

*Asialyst* (Média de décryptage de l'information sur l'Asie), « Corée du Sud : la jeunesse veut destituer le confucianisme », 12/12/2016,

<https://asialyst.com/fr/2016/12/12/coree-du-sud-jeunesse-veut-destituer-confucianisme/>

*RFI*, « Corée du Sud: la mort d'un militant pro-démocratie suscite la controverse », 13/10/2016,

<http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20161013-coree-sud-mort-militant-pro-democratie-presidente-manifestation-controverse>

*Progressive Radio Network FM*, "Clearing The Fog – Korean Peace Delegation Works for End to Korean War", 31/05/2016,

<http://prn.fm/tag/corean-alliance-for-independent-reunification-and-democracy/>

*L'Humanité*, « Corée du Sud. Ci-gît la liberté d'opinion », 04/11/2015,

<https://humanite.fr/coree-du-sud-ci-git-la-liberte-dopinion-588781>

*Le Monde*, « Le malaise de la démocratie sud-coréenne », 18/05/2015,

[http://www.lemonde.fr/decryptages/article/2015/05/18/le-malaise-de-la-democratie-sud-coreenne\\_4635377\\_1668393.html](http://www.lemonde.fr/decryptages/article/2015/05/18/le-malaise-de-la-democratie-sud-coreenne_4635377_1668393.html)

*The Hankyoreh*, "After UPP ruling, prosecutors carrying out broad crackdown on progressives", 23/12/2014,

[http://english.hani.co.kr/arti/english\\_edition/e\\_national/670404.html](http://english.hani.co.kr/arti/english_edition/e_national/670404.html)



*Le Grand Soir* (journal militant communiste), « Interdiction en Corée du sud du principal parti d'opposition », 21/12/2014, <https://www.legrandsoir.info/interdiction-en-coree-du-sud-du-principal-parti-d-opposition.html>

*The New York Times*, "South Korea Disbands Party Sympathetic to North", 19/12/2014, <https://www.nytimes.com/2014/12/20/world/asia/south-korea-disbands-united-progressive-party-sympathetic-to-north-korea.html>

*The Guardian*, « South Korea court orders breakup of 'pro-North' leftwing party", 19/12/2014, <https://www.theguardian.com/world/2014/dec/19/south-korea-leftwing-unified-progressive-party-pro-north>

*Yon Hap News Agency*, "S. Korea bans pro-N. Korean minor party", 19/12/2014, <http://english.yonhapnews.co.kr/national/2014/12/19/21/0301000000AEN20141219001751315F.html>

*The Guardian*, « Echoes of Pyongyang as South Korea jails politician for 'subversive' plot", 03/03/2014, <https://www.theguardian.com/world/2014/mar/04/pyongyang-south-korea-jails-politician>

*Le Monde*, « La présidente sud-coréenne, Park Geun-hye, accusée de se livrer à une chasse aux sorcières », 18/02/2014, [http://www.lemonde.fr/international/article/2014/02/18/la-presidente-sud-coreenne-park-geun-hye-accusee-de-se-livrer-a-une-chasse-aux-sorcieres\\_4368552\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2014/02/18/la-presidente-sud-coreenne-park-geun-hye-accusee-de-se-livrer-a-une-chasse-aux-sorcieres_4368552_3210.html)

*The New York Times*, "South Korean Lawmaker Jailed on Treason Charges", 17/02/2014, <https://www.nytimes.com/2014/02/18/world/asia/south-korean-lawmaker-convicted-of-revolutionary-activities.html>

*Les influences*, « La Corée du Sud est-elle encore une démocratie ? », 03/11/2013, <http://www.lesinfluences.fr/La-Coree-du-Sud-est-elle-encore.html>

*Slate.fr*, « Qui sont les lobbies nord-coréens en France? », 06/01/2012, <http://www.slate.fr/story/48375/coree-nord-france-juche>

## Blogs

Zoom in Korea (Blog progressiste sur la Corée du Sud base aux Etats-Unis), "South Korean Progressive Parties Merge to Complete Candlelight Revolution", 20/10/2017, <http://www.zoominkorea.org/south-korean-progressive-parties-merge-to-complete-candlelight-revolution/>

Solidarité Corée [Blog du CILD], « Derrière le naufrage solitaire d'une Présidente autoritaire », 03/11/2016, <https://solidaritecoree.wordpress.com/tag/regime-autoritaire/>

Solidarité Corée [Blog du CILD], « Des « prisonniers de conscience » en République de Corée », 03/07/2016, <https://solidaritecoree.wordpress.com/2016/07/03/des-prisonniers-de-conscience-en-republique-de-coree/>

Solidarité Corée [Blog], « Des parlementaires français interpellent le Gouvernement sur les droits de l'homme en Corée du Sud : la France doit condamner les atteintes aux libertés démocratiques ! », 14/06/2016, <https://solidaritecoree.wordpress.com/2016/06/14/des-parlementaires-francais-interpellent-le-gouvernement-sur-les-droits-de-lhomme-en-coree-du-sud-la-france-doit-condamner-les-atteintes-aux-libertes-democratiques/>

Solidarité Corée [Blog du CILD], « Répression politique et antisyndicale : témoignage à Paris », 22/05/2016, <https://solidaritecoree.wordpress.com/2016/05/>

*Solidarité Corée* [Blog du CILD], « Contre la loi antiterroriste, pour la libération des prisonniers politiques en Corée du Sud : le CILD a manifesté à Paris », 03/04/2016, <https://solidaritecoree.wordpress.com/2016/04/03/contre-la-loi-antiterroriste-pour-la-liberation-des-prisonniers-politiques-en-coree-du-sud-le-cild-a-manifeste-a-paris/>

*Solidarité Corée* [Blog du CILD], « Les autorités sud-coréennes s'acharnent sur Kim Dae-bong, secrétaire général de l'Alliance coréenne », 03/11/2015, <https://solidaritecoree.wordpress.com/2015/11/03/les-autorites-sud-coreennes-sacharnent-sur-kim-dae-bong-secretaire-general-de-lalliance-coreenne/>

*Solidarité Corée* [Blog du CILD], « Appel à la libération immédiate de tous les militants de l'Alliance coréenne arrêtés », 12/08/2015, <https://solidaritecoree.wordpress.com/tag/alliance-coreenne/page/2/>

*Solidarité Corée* [Blog du Comité international pour les libertés démocratiques en Corée du Sud (CILD)], « Qui sommes nous », s.d. <https://solidaritecoree.wordpress.com/qui-sommes-nous/>

## Autres

Encyclopædia Universalis, « 9 mai 2017 - Corée du Sud. Élection de Moon Jae-in à la présidence », [consulté le 08/12/2017], <https://www.universalis.fr/evenement/9-mai-2017-election-de-moon-jae-in-a-la-presidence/>

Amitié France Corée, « Présidentielle : le virage à droite d'Ahn Cheol-soo ne convainc pas l'électorat », 22/04/2017, <http://www.amitiefrancecoree.org/2017/04/presidentielle-le-virage-a-droite-d-ahn-cheol-soo-ne-convainc-pas-l-electorat.html>

ANSWER Coalition, "Demand the South Korean government release prisoner of conscience Kim Hye-young!" 09/06/2016, [http://www.answercoalition.org/demand\\_the\\_south\\_korean\\_government\\_release\\_prisoner\\_of\\_conscience\\_kim\\_hye\\_young](http://www.answercoalition.org/demand_the_south_korean_government_release_prisoner_of_conscience_kim_hye_young)

Association d'amitié franco-coréenne (AAFC), « Kim Hye-young, prisonnière politique en Corée du Sud, malade d'un cancer de la thyroïde », 01/06/2016, <http://www.amitiefrancecoree.org/2016/06/kim-hye-young-prisonniere-politique-en-coree-du-sud-malade-d-un-cancer-de-la-thyroide.html>

Association d'amitié franco-coréenne (AAFC), « Non à la chasse à l'homme en Corée du Sud ! Libération des militants de l'Alliance coréenne emprisonnés! », 21/10/2015, <http://www.amitiefrancecoree.org/2015/10/non-a-la-chasse-a-l-homme-en-coree-du-sud-liberation-des-militants-de-l-alliance-coreenne-emprisonnes.html>

World Heritage Encyclopedia, "List of Political Parties in South Korea", 12/10/2015,  
[http://www.worldlibrary.org/articles/list\\_of\\_political\\_parties\\_in\\_south\\_korea](http://www.worldlibrary.org/articles/list_of_political_parties_in_south_korea)

World Heritage Encyclopedia, "Unified Progressive Party", s.d.  
[http://www.worldlibrary.org/articles/eng/Unified\\_Progressive\\_Party#cite\\_note-14](http://www.worldlibrary.org/articles/eng/Unified_Progressive_Party#cite_note-14)

World Heritage Encyclopedia, "Progressivism in South Korea", s.d.  
[http://www.worldlibrary.org/articles/eng/Progressivism\\_in\\_South\\_Korea](http://www.worldlibrary.org/articles/eng/Progressivism_in_South_Korea)

*Hérodote. Net* (Toute l'histoire en un clic), « 25 juin 1950 : Début de la guerre de Corée », s.d.  
[https://www.herodote.net/25\\_juin\\_1950-evenement-19500625.php](https://www.herodote.net/25_juin_1950-evenement-19500625.php)